



La face noire de la mondialisation

par Alain Bauer, criminologue.

Déni de réalité

Gouvernements et régulateurs feignent d'ignorer la criminalité qui se cache derrière les crises financières.

De la "récession Yakuza" des années 80, en passant par les Savings and Loans (caisses d'épargne) américaines de la même période, puis par le Mexique, la Russie ou la Thaïlande, une série de crises financières à dimension criminelle – plus ou moins prononcée – a ébranlé les principaux pays du Monde depuis les 30 dernières années, et ce sans aucune attention des régulateurs centraux. Alors même que le Fonds monétaire international (FMI) estime la masse d'argent sale entre 1 % et 5 % du produit intérieur brut (PIB) mondial.

Usa, la crise "Savings and Loans"

La crise des Savings and Loans a ravagé les caisses d'épargne américaines au cours des années 1980. Près des deux tiers d'entre elles disparaissent alors dans des faillites clairement frauduleuses. Le coût de cette crise est estimé à environ 160 milliards de dollars, dont 124.6 milliards assumés directement par le Trésor américain ; soit un coût équivalent à celui de la deuxième guerre mondiale.

Ainsi que le rappelle Jean-François Gayraud, selon la cour des comptes américaine – General Accounting Office, confirmés et les multiples enquêtes judiciaires, universitaires et

Des prêts sur documents falsifiés, à très faibles taux, accordés dans des conditions très "souples" à des "amis", se multiplient

journalistiques menées depuis, ces faillites ont été le résultat de malversations géantes et systématiques, menées de l'intérieur des caisses d'épargne elles-mêmes par certains de leurs dirigeants – white collar crime – en liaison parfois avec des membres du Milieu traditionnel.

En effet, les Caisses d'Épargne n'étaient régies par aucun contrôle efficace. Le Garn-St Germain Act voté en 1982 avait dérégulé presque totalement ce secteur pourtant si sensible aux appétits criminels. Les mafias locales se sont alors engouffrées dans cette faille. Des prêts sur documents falsifiés, à très faibles taux, accordés dans des conditions très "souples" à des "amis", se multiplient. Parallèlement, le trucage de la comptabilité des caisses d'épargne pour dissimuler les pertes abyssales est systématique. En 1987, l'Attorney général des Etats-Unis reconnaît l'existence de ces fraudes massives.

L'essentiel des gains illicites engrangés par ces fraudeurs a ensuite "disparu" dans des paradis fiscaux. Le marché de la construction américain s'effondre également, passant entre 1986 et 1991 de 1,8 millions de maisons construites par an à 1 million.

Japon, la "récession Yakuza"

Les Yakuza japonais sont parmi les organisations les plus puissantes du crime organisé. En 2008, on dénombrait près de 90 000 membres regroupés dans les trois principales fédérations criminelles (Inagawa kai, Yamaguchi Gumi, Sumiyoshi rengo). Ces organisations s'occupent de tout le panel

Pour la seule année 1999, plus de 40 % des prêts destinés à la construction se retrouvaient en fait entre les mains du crime organisé

criminel traditionnel : le racket et la protection, le trafic d'armes, la prostitution, la pornographie, le jeu illégal (Pachinko), la contrebande.

Dans les années 1980, les Jusen (coopératives de prêt immobiliers) ont été largement victimes d'emprunts falsifiés, dont une grande partie demandés par des sociétés en "odeur de Yakuza". Selon le gouvernement japonais, pour la seule année 1999, plus de 40 % des prêts destinés à la construction se retrouvaient en fait entre les mains du crime organisé. En 2002, on estimait encore que les "mauvaises créances" – en fait des "créances mafieuses" pour l'essentiel – se situaient entre 800 milliards et 1 600 milliards de dollars. Selon la police nationale japonaise, environ la moitié des "mauvaises créances" seraient non recouvrables parce qu'elles mettent en cause le crime organisé. Estimation confirmée par Goldman Sachs pour tous les prêts versés aux entreprises. Selon la chaîne NHK, deux compagnies japonaises sur cinq entretenaient des liens avec les Yakuza. Après avoir poussé à la hausse, les Yakuza décidèrent de racheter des biens immo-

biliers à vil prix, et de bloquer par la force la liquidation du passif de certaines entreprises. D'ailleurs, les rares banquiers qui s'y risqueront seront menacés et pour certains assassinés. Ainsi, la durée exceptionnelle de la crise japonaise, malgré de multiples et larges plans de relance, ne peut se comprendre qu'en intégrant la dimension criminelle, les Yakuza socialisant les pertes de leurs emprunts non remboursés et privatisant les bénéfices mafieux. Le pays ne s'en est toujours pas remis.

Russie, la crise "oligarques"

La transition vers l'économie de marché commence pour la Fédération russe fin 1991. À partir de 1992, la Russie privatise massivement, une "thérapie de choc" étant lancée à partir de 1994 : 50% du secteur public (plus de 100 000 entreprises d'Etat) est alors privatisé. Cette déréglementation à marche forcée de l'économie se fait dans des conditions très douteuses.

Les privatisations et le contrôle des matières premières vont principalement bénéficier aux hommes d'affaires proches du Pouvoir. On assiste alors à un accaparement des biens publics par une coterie. Ces nouveaux "barons voleurs" deviennent connus sous le vocable d'"oligarques". Conscients de la précarité de leur situation, ces affairistes, parfois adossés au monde criminel alors en pleine renaissance, placent à l'étranger dans des paradis fiscaux et bancaires leur fortune mal acquise.

Dans ce contexte de privatisations "hâtives", la transition

L'évasion criminelle des capitaux durant cette période est estimée à 100 milliards de dollars

s'est d'abord traduite par une division par deux du produit intérieur brut. Le chômage, qui s'élevait à moins de 0,1% de la population active au début des années 1990, a grimpé jusqu'à 7,5% en 1994. Dans le même temps, selon le Lancet (2009), le taux de mortalité augmenta quatre fois plus vite en Russie que dans les pays comparables.

La dépression économique culmine avec la crise financière de 1998 marquée une dévaluation brutale du rouble et un défaut sur la dette russe. L'évasion criminelle des capitaux durant cette période est estimée à 100 milliards de dollars.

On notera d'ailleurs qu'une partie non négligeable de l'argent injecté par les institutions internationales (FMI et Banque mondiale), pour sauver le pays des dégâts engendrés par la "thérapie de choc", est à son tour détourné et placé à nouveau hors de Russie.

Mexiques, la "crise Tequila"

La crise mexicaine de 1994-1995, appelée l'"effet tequila" est d'abord, en grande partie, un "effet cocaïne". En captant, dès le début des années 90, une part très importante du chiffre d'affaires de la drogue colombienne exportée vers les Etats-Unis, les trafiquants mexicains récupèrent plus de 10 milliards de dollars par an. Les privatisations entreprises sous la présidence Salinas (1988-1994) sont aussi l'occasion de recycler les narco-profits, notamment dans le secteur bancaire lui-même privatisé. Après la crise de 1994-1995, ces banques devront plus de 120 milliards de dollars, pris en charge par le Trésor Public...

Le blanchiment se combine avec l'afflux de capitaux internationaux pour créer une immense liquidité dans l'économie et une double "bulle" immobilière et boursière. S'ils ne représentent, au début, que 1 % à 3 % du PIB mexicain, les narcodollars faussent les marchés au profit des réseaux mafieux, dans le commerce comme dans la banque. La "prime de blan-

L'injection des narcodollars a ainsi contribué à détériorer les échanges et à précipiter les défauts de paiement

chiment" dont ils disposent leur permet d'être plus compétitifs et, au besoin, d'absorber leurs concurrents, tout en privilégiant les investissements spéculatifs à court terme. Et l'accès au crédit permet à la fois de recycler les capitaux d'origine douteuse et de démultiplier leur impact. L'injection des narcodollars a ainsi contribué à détériorer les échanges et à précipiter les défauts de paiement. Générant ainsi la dévaluation et la crise financière. Elle en coutera plus de 100 milliards de dollars au Trésor mexicain avec un chômage multiplié par 3.

La crise Thaïe de 1997

La Thaïlande, d'où partit la crise asiatique de 1997, a connu un scénario du même type. L'équivalent d'environ 10 % du PIB thaïlandais était contrôlé par les réseaux du crime organisé qui tiraient essentiellement profit des jeux illicites, de la prostitution et du trafic de stupéfiants exportés à partir de la Birmanie. Comme au Mexique, l'afflux de capitaux étrangers à court terme accéléra la dynamique spéculative. La détérioration des comptes extérieurs, aggravée par la hausse

L'équivalent d'environ 10% du PIB était contrôlé par les réseaux du crime organisé

du dollar et le rétrécissement des débouchés à l'exportation, précipita la dévaluation du Baht.

Mais le système politique et financier local joua aussi un rôle en favorisant massivement le blanchiment des profits illicites et mafieux. A la fin 1999, alors que le PIB thaïlandais s'était contracté de 10 % dès 1998, et que les surcapacités immobilières étaient estimées à plus de 300 000 unités à Bangkok, les prix de vente n'avaient pas baissé. Cette stabilité, incompréhensible en termes de marché, devient claire si l'on prend en compte l'emprise des circuits de blanchiment...

La crise des Subprimes

Comme le souligne l'expert Noël Pons, la crise qui a éclaté en 2009 est dans sa mécanique quasi identique à celle des années 1980, sauf pour les acteurs. Dans une nouvelle configuration, les banques sont désormais alimentées en demandes de prêts par des courtiers spécialisés (mortgage brokers), qui promettent tout. Nombre de dossiers à la base sont pudiquement qualifiés de "non documentés"; ils sont en fait truqués et relèvent à la fois de l'escroquerie, de l'abus de confiance et du faux en écritures. Ces courtiers adossés aux prêteurs hypothécaires (mortgage lenders) distribuent des prêts douteux, dits "prédateurs", consistant en fait à prêter beaucoup à des populations vulnérables (pauvres, minorités, etc.). Le montant des prêts dépasse fréquemment les 125 % de la valeur du bien objet de l'emprunt, dont la valeur est elle-même fortement surévaluée et l'emprunteur souvent incapable de rembourser le capital selon un principe interest only qui ne peut prospérer que sur la spéculation. Tant que le marché monte, l'illusion fonctionne. Toute l'économie, gavée de dettes, est devenue une "économie pyramidale", un gigantesque système de Ponzi.

Pour masquer ces réalités, les banques entreprennent de regrouper dans des pots communs les prêts, en les "titrisant", puis dans un deuxième temps en mêlant ces titres "pourris" avec d'autres créances dans des structures globales qui seront elles-mêmes survalorisées. Un cocktail de dérivé de fonds basés sur rien, mais fortement spéculatifs. Naturellement, les comptes sont également truqués ou externalisés. Dans un troisième temps, ces structures "globalisées" sont assurées, puis réassurées et enfin revendues à des "investis-

Nombre de dossiers à la base sont pudiquement qualifiés de "non documentés"; ils sont en fait truqués et relèvent à la fois de l'escroquerie, de l'abus de confiance et du faux en écritures

seurs" logés pour beaucoup dans des paradis fiscaux. Les "créances" revendues servent elles-mêmes de levier pour "lever" des emprunts auprès des grandes banques d'affaires. Lesquelles placent ces "valeurs virtuelles" auprès d'autres banques notamment étrangères, des collectivités locales, des associations, etc. Du bas en haut de l'échelle ces manœuvres sont, sinon toujours clairement frauduleuses, du moins souvent très louches.

La criminalisation des marchés économiques et financiers sera étrangement dénoncée par Michael Mukasey, l'Attorney general de Georges Bush, le 23 avril 2008, lors d'une conférence sur le crime organisé au Center for Strategic and International Studies (CSIS). Quelques mois avant le déclenchement de la crise des subprimes sans pour autant pouvoir l'empêcher.

L'idée d'un criminel isolé, violent, qu'on pourrait traiter au cas par cas a donc été peu à peu submergée par une criminalité financière organisée et structurée, aux marges de profit immenses et qu'on continue à feindre de ne pas voir....